

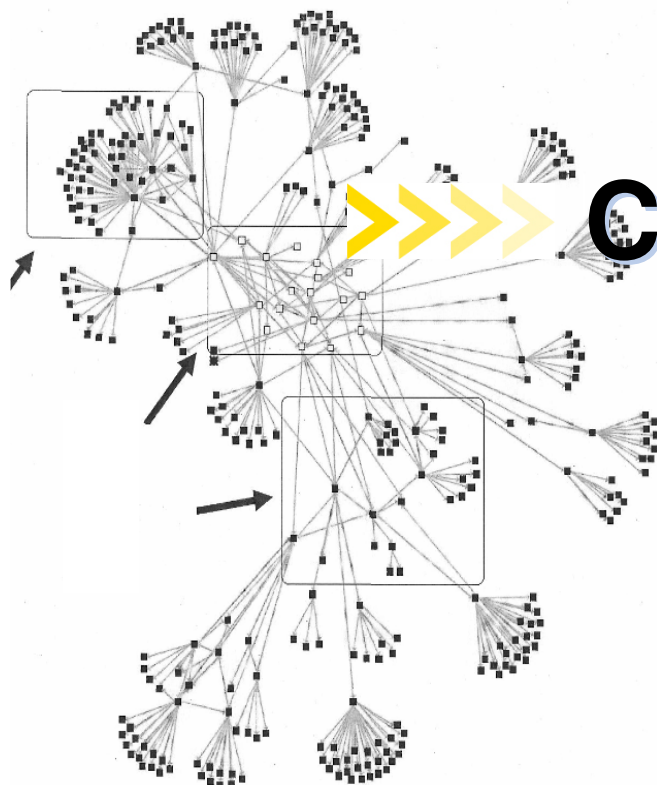
“ **Protection des données et
Transparence** ”
Janvier 2014 – juin 2018

Premiers regards de la nouvelle équipe
Stéphane Werly, Préposé cantonal
Pascale Byrne-Sutton, Préposée adjointe

Conférence de presse du mardi 8 avril 2014

➤➤➤➤ Premières observations

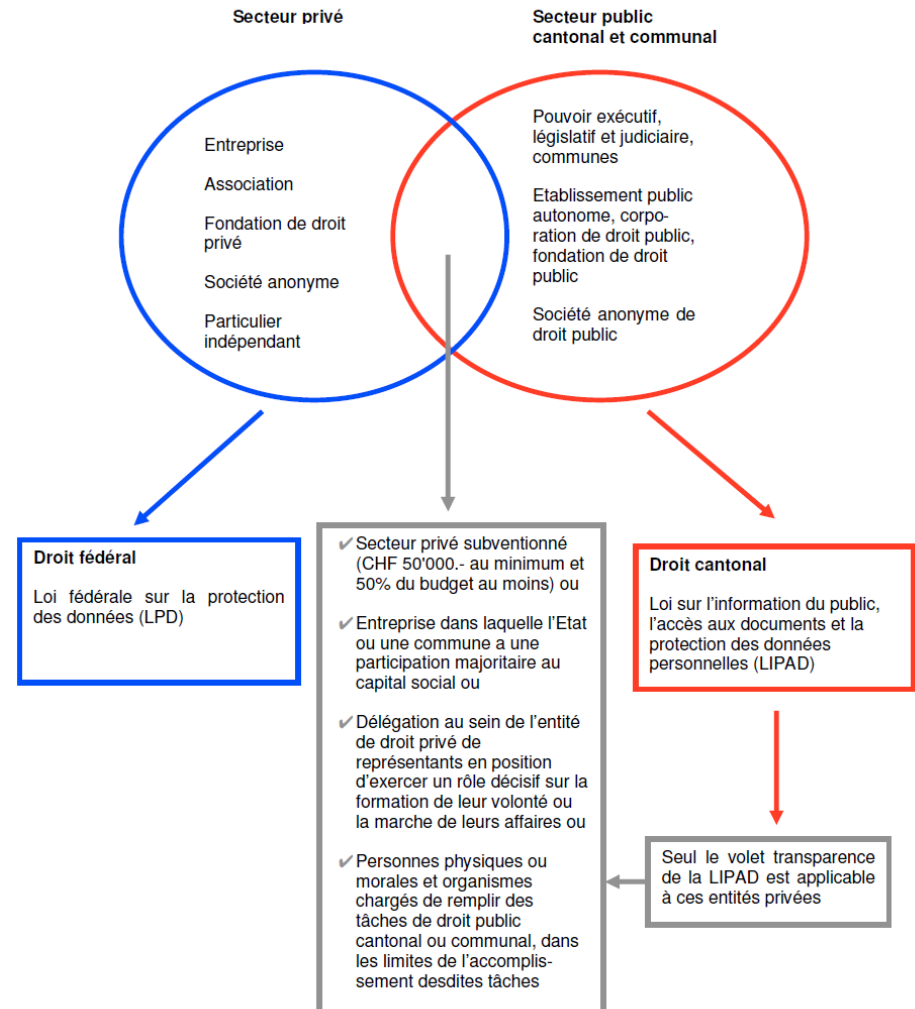
- Une nouvelle équipe enthousiaste
- Un excellent accueil de tous les partenaires, notamment du Groupe interdépartemental LIPAD
- Un soutien efficient de la Chancellerie
- Des tâches juridiques courantes en grand nombre
- Des chantiers urgents:
 - Délimiter clairement le champ d'application de la loi
 - Simplifier l'application CATFICH qui a pour but de renseigner la population sur les fichiers de données personnelles des institutions publiques
 - Clarifier le rôle du PPDT en matière de vidéosurveillance et sensibiliser sur les mesures de protection
- Une aide appréciée de la DGSI dans un contexte où les compétences techniques manquent au PPDT
- Une vision stratégique qui s'amorce



Champ d'application

Une clarification indispensable

Schéma délimitant le champ d'application de la LIPAD



LIPAD

Loi sur l'information du public, l'accès
aux documents et la protection des
données personnelles

Transparence et protection des données dans les institutions publiques

Canton
pouvoir
exécutif,
législatif et
judiciaire

Communes
Administrations
et commissions
qui en
dépendent

Etablisse-
ments de
droit public
cantonaux et
communaux

Entité privée soumise à la transparence
si subventionnement (50%, minimum CHF 50'000.-), si participation majoritaire
au capital social ou si délégation de tâches de droit public

>>>> La liste des institutions soumises à la loi et les noms des responsables (art. 50 al. 1 et 5, art. 56 al. 3 lettre g LIPAD)

- > simplifier la vie des citoyennes et des citoyens qui veulent savoir auprès de qui ils doivent s'adresser
- > reprendre les catégories d'entités soumises à la LIPAD
- > veiller à un traitement différencié des entités privées soumises au volet transparence de la loi

>>>> A simplifier: le catalogue des fichiers CATFICH très critiqué

Utilisez soit le menu déroulant pour faire une recherche par mots-clefs, soit le tableau ci-dessous en filtrant les options de gauche à droite

choix par mots-clefs Lancer la recherche

Type de données	Type d'entité	Service / Entité
Autres catégories	"Autres déclarants ou destinataires de fichiers"	Administration de Chêne-Bougeries
Activités professionnelles	Autorités de surveillance (Cour des comptes, CEPP et ICF)	Administration fédérale
Administration et autorités	Chancellerie d'Etat	Administrations communales
Animaux	Commissions officielles	Agents de sécurité municipaux
Assurances	Communes (administrations communales et mairies)	Agents de sécurité municipaux
Droit, justice, police, sécurité	Département de la sécurité (DS)	Agents municipaux
Famille	Département de la solidarité et de l'emploi (DSE)	AIG Service administration générale
Formation, scolarité, évaluation de la personne	Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP)	AIG Service responsable des réceptions officielles
Identification de la personne	Département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement (DIME)	AIG Service trafic
Identité sens large	Département de l'urbanisme (DU)	AIG Services financiers
Impôts, taxes, émoluments	Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé (DARES)	AIG Services financiers 2
Opinions ou activités diverses	Département des finances (DF)	Arcade 84
Patrimoine (situation financière au sens large)	Grand Conseil	Arrondissement de Genève - Service des enquêtes
Poursuites et faillites	Institutions parapubliques	Arrondissements de l'état civil
Prestations sociales	Institutions publiques	Association Alumni UniGE
Santé		Association des communes genevoises (ACG)
Sociétés, commerces, entreprises		Association des laboratoires de prothèse

- des erreurs d'interprétation juridiques (concernant les accès accordés)
- des configurations techniques à revoir (pour faciliter les modifications)
- une complexité qui décourage toute recherche dans le catalogue
- un catalogue essentiel pour les citoyens qui ne répond pas à l'objectif visé



>>>> **La vidéosurveillance**
des procédures d'agrément non prévues par la
loi et des mesures de protection qui font appel
à des compétences techniques

LIPAD

Loi sur l'information du public, l'accès
aux documents et la protection des
données personnelles

1^{ère} étape: qualifier à quel domaine la demande faite à l'institution doit être rattachée



Transparence ?

Accès à un document existant
dans l'institution

Priorité à l'information

Sauf si contraire au droit fédéral, à une base
légale genevoise formelle ou si un intérêt public
ou privé prépondérant s'y oppose
En cas de désaccord, le Préposé cantonal
propose une **médiation**

Protection des données ?

Renseignement(s) comportant des
données personnelles

Priorité à la protection

Pas d'information - Consentement préalable
nécessaire – si engendre un travail disproportionné –
le **préavis** du Préposé cantonal est requis

➤➤➤➤ **Une vision stratégique qui s'amorce**

Clarifier tous les éléments clés durant la législature

Légalité - en accord avec ce qu'a voulu le législateur

Analyser les questions des institutions et des citoyens

Recommander des solutions simples et adaptées

Témoigner de ce qui se passe sur le terrain

Evaluer les politiques des institutions publiques